

contexte économique et politique, montrer tout ce qui reliait cette secte aux clubs d'observateurs de soucoupes volantes, aux groupes adventistes et aux diverses prophéties apocalyptiques de l'époque, et questionner les relations des différents membres du groupe à leurs proches ne faisant pas partie du groupe. Contrairement à ce qu'affirme T. Jenkins, dès ses débuts, prosélytisme ou pas, la secte est largement perméable aux non-croyants. Enfin, et c'est tout aussi regrettable, T. Jenkins ne fournit ni les prolégomènes, ni les grandes lignes de la « sociologie du secret » qu'il promet à son lecteur, et ne prend même pas la peine de discuter convenablement les propositions de Simmel sur ce sujet.

Troisièmement, T. Jenkins essaie d'établir que le langage des sciences sociales, celui de l'occultisme et celui de l'évangélisme ont un « air de famille », en ce sens qu'ils prétendent tous trois énoncer des vérités transcendantes et objectives alors qu'ils sont loin d'être neutres et exempts de non-dits. Scientifiques et croyants vivaient ainsi chacun dans une réalité que leurs convictions contribueraient à façonner. La thèse est intéressante, et elle mériterait davantage que les quelques pages qui lui sont consacrées.

De manière générale, l'ouvrage est parfois un peu confus et répétitif. Plutôt que d'assumer que le lecteur qui se propose de relire *When Prophecy Fails* aura pris la peine de s'informer au préalable de cette enquête, l'auteur prend beaucoup de temps à en reprendre des passages entiers. Conseillons, enfin, à ceux qui chercheraient une analyse du concept de dissonance cognitive de passer leur chemin : si le titre de l'ouvrage y fait référence, le reste n'en parle guère.

Thibault Le Texier

GREDEG
Université de Nice

Glaeser (Andreas), *Political Epistemics. The Secret Police, the Opposition, and the End of East German Socialism.*

Chicago (IL), University of Chicago Press (Chicago Studies in Practices of Meaning), 2011, 640 p., \$ 40.

Deux principales raisons peuvent conduire les sociologues non spécialistes de l'Allemagne de l'Est – c'est le cas de l'auteur de ces lignes – à s'intéresser à cet ouvrage. À travers l'étude de la chute du régime de la RDA, il engage, premièrement, une démarche sociologique s'appuyant sur des matériaux historiques hétérogènes. Il propose, deuxièmement, une théorie originale des institutions, toujours liée aux pratiques et à l'action. On reviendra sur ces deux lignes de force de l'ouvrage après avoir présenté son argumentation et son architecture générale.

Le principal argument avancé par Andreas Glaeser est que le régime de la RDA, avant 1989, a échoué à rendre intelligible le mouvement dans lequel il était pris. Dans sa lutte contre la dissidence, il se trouve dans l'incapacité de créer les « conditions de sa propre reproduction institutionnelle » (p. 28-29). Au contraire, les actions mises en place par l'État pour endiguer la dissidence vont même contribuer à la renforcer et entraîner sa chute. Ce renforcement s'observe d'abord dans la relation que les élites politiques et administratives entretiennent avec les critiques du régime. Mais il se donne également à voir dans les actions que ces mêmes élites mettent en place pour tenter de défendre, à leurs yeux, la valeur du régime de la RDA.

La démonstration est déployée à travers cinq parties et neuf chapitres. La première expose le projet du Parti, sa construction théorique léniniste appuyée sur le développement scientifique, puis son organisation pratique. La deuxième partie est entièrement dédiée à la présentation du cadre théorique développé par A. Glaeser et à ses trois « modes de compréhension ». Les parties trois et quatre constituent l'enquête

proprement dite. Elles sont consacrées respectivement à l'étude des officiers de la Stasi et à celle des dissidents. Disons-le d'emblée, il s'agit là des plus riches et des plus convaincantes de l'ouvrage. Enfin, la cinquième et dernière partie revient, de manière plus large, sur la politique de lutte contre la dissidence par l'intermédiaire de la Stasi, et sur sa chute progressive. Grâce à cette architecture générale, il est possible de lire l'ouvrage comme un jeu à trois termes entre les institutions étatiques de la RDA, les agents de la Stasi qui les représentent et agissent en leur nom, enfin, les dissidents qui donnent corps à la critique du régime et tentent d'en fissurer les interprétations.

Comment rendre compte, en tant que sociologue, des transformations historiques qui ont touché l'Allemagne de l'Est ? A. Glaeser les étudie depuis un poste d'observation bien particulier, celui de la Stasi, en prêtant une attention particulière aux acteurs et à l'action – premier point. Les enquêtes sont composées en majeure partie de longs entretiens, mais aussi de l'exploitation de sources d'archives et de l'accumulation de documents hétérogènes. Le point d'entrée méthodologique est ainsi celui d'une « ethnographie historique » (p. 56), qui ne refuse jamais de tirer des conclusions des scènes observées par ces moyens divers. En témoigne l'analyse particulièrement riche de la déclaration d'Erich Mielke, ministre de la Stasi pendant près de quarante ans, qui s'exprime devant le Parlement quelques jours seulement après la chute du Mur. A. Glaeser retrace également, à partir d'entretiens, la socialisation des anciens officiers de la Stasi à la culture socialiste et leur intégration progressive dans le ministère de la Sécurité d'État (chap. 5 et 6). Les enquêtés, nés pour la grande majorité avant 1940, entrent dans les services de la Stasi à un âge proche de vingt ans et ont souvent expérimenté la guerre. Cette intégration est également liée à l'engagement passé dans des organisations de jeunes socialistes, témoignant des nombreuses rétributions

que peut alors produire une place au sein de ces collectifs. C'est dans une même perspective que A. Glaeser étudie l'activité des dissidents depuis leur formation d'idéaux politiques jusqu'aux groupes d'action auxquels ils participent (chap. 7 et 8). L'étude des tensions dans lesquelles les acteurs sont pris est particulièrement stimulante, tant en ce qui concerne les dissidents, qui s'engagent dans une critique d'un régime socialiste que leur trajectoire familiale tendrait à honorer, que s'agissant des agents de la Stasi, qui s'efforcent de rendre acceptables leurs activités.

L'ouvrage ne s'arrête néanmoins pas là. A. Glaeser propose un cadre théorique original autour de la notion de « modes de compréhension » (*understandings*) (chap. 3 et 4) – second point. Les trois modes de compréhension qu'il distingue – discursif, émotif, kinesthésique – sont pensés comme entretenant une relation dynamique, quoique concurrentielle. Ils sont ce qui permet aux acteurs, dans des situations précises, d'effectuer un tri dans l'ensemble des phénomènes sociaux pour attribuer à certains un surplus de sens. La compréhension est, pour ainsi dire, l'opération permettant de retenir ce qui compte, *ici et maintenant*. Cet intérêt prononcé pour les interactions et les situations, parfois les plus infimes, rejoint l'ambition de rendre compte de phénomènes historiques. Car c'est bien une sociologie des institutions que propose A. Glaeser en s'intéressant à la relation entre la Stasi et les dissidents. Ainsi, l'activité des institutions est approchée comme un processus incessant de confirmation ou de réfutation des modes de compréhension ordinaires. Quand les réfutations se font sentir de manière trop pressante, le rôle de guide pour l'action que sont supposés assurer ces modes se trouve remis en cause, engageant un processus que l'on peut qualifier de « désinstitutionnalisation ». L'action est donc toujours approchée en tant qu'elle prend place dans une certaine « incertitude » (p. 32).

Mais ces deux lignes de force de l'ouvrage – son parti pris d'une étude des transformations historiques depuis une sociologie de l'action ; sa théorie des institutions – peuvent chacune faire l'objet d'une interrogation. Ainsi, premièrement, de la sociologie des institutions politiques de la RDA depuis une étude des pratiques : bien qu'ils ne soient pas cités, on ne peut manquer de lire cette approche de l'histoire à l'aune des débats français et européens sur les transformations de l'histoire et de la sociologie au tournant des années 1990, depuis la « nouvelle histoire sociale » jusqu'à la sociologie pragmatique de la critique. C'est, cependant, dans un autre cadre qu'il faut comprendre le travail d'A. Glaeser : il profite surtout du développement, aux États-Unis, de la sociologie historique, notamment à l'université de Chicago. On pense ici aux travaux sur la temporalité et l'événement, tant à ceux de son collègue William H. Sewell Jr. pour tisser un dialogue théorique entre l'histoire et les autres sciences sociales (*Logics of History. Social Theory and Social Transformation*, University of Chicago Press, 2005), qu'aux propositions avancées précédemment par Andrew Abbott (*Times Matters. On Theory and Method*, University of Chicago Press, 2001). Néanmoins, étudier le déclin des institutions qui ont marqué, pour l'essentiel, le centre du régime socialiste de l'Allemagne de l'Est à partir de certains de ses principaux acteurs est une méthode qui n'est pas sans poser de problème, plus encore quand l'auteur refuse certaines formes de généralisation. Par exemple, le profil social des membres de la Stasi interviewés n'est pas présenté de manière claire. Plusieurs éléments pointent sur leur origine sociale, leur trajectoire familiale ou leur parcours scolaire, mais sans permettre d'en tirer de véritable conclusion. S'il est fait état de la forte attention des recruteurs à engager des membres de la classe ouvrière, ces cas individuels auraient pu être davantage replacés dans l'espace de la bureaucratie de l'époque. Un autre problème, courant dans les recherches privilégiant une focale sur

l'action et les pratiques, est d'échouer à donner du mouvement historique étudié une vue globale et synthétique. Ainsi, l'enchevêtrement des temporalités est parfois tel qu'il est difficile de retenir la dynamique spécifique ayant conduit à la chute du régime.

S'agissant, deuxièmement, des propositions théoriques de l'auteur, on regrette que la densité de la démonstration nuise parfois à sa clarté. La lecture est rendue d'autant plus délicate par la succession de propositions, pour l'essentiel très riches, que certaines semblent déconnectées de l'enquête ou inexploitées. C'est notamment le cas des étapes que les modes de compréhension sont censés satisfaire pour orienter convenablement les actions (p. 37-41), ou encore des différentes actions politiques distinguées par l'auteur (p. 49-51), qui n'apparaissent plus vraiment dans la suite de l'ouvrage. On regrette aussi la présence trop éparse des extraits d'entretiens, que l'on imagine pourtant passionnants. Pour le dire plus explicitement, on sent parfois l'auteur si attentif au déploiement de son cadre d'analyse que l'écriture s'en trouve encombrée. Les questions que suscite le découpage en trois modes de compréhension sont également nombreuses : quelle est l'historicité de chacun de ces modes ? S'agit-il seulement d'un langage de description du sociologue ? Correspondent-ils, au contraire, à des compétences supposées partagées et d'ordre anthropologique ?

Une dernière tension demeure dans l'ouvrage, toujours relative à la conception défendue par A. Glaeser des institutions (notamment p. 33-36). Présentées comme le résultat d'actions et de contre-actions humaines, les institutions sont décrites comme n'ayant pas de « centre ». Leur existence ne dépendrait pas d'individus singuliers ou de petits collectifs, mais de larges ensembles d'acteurs et d'actions. Or, toute la démarche empirique de l'ouvrage consiste à approcher la chute du régime socialiste à travers ses principaux acteurs. Comment ne pas accorder alors, dans cette conception des institutions, une plus grande

place aux rapports profondément asymétriques que les acteurs entretiennent avec elles, selon la position qu'ils occupent et dans la hiérarchie sociale, et surtout dans la hiérarchie des organisations politiques ?

La force – comme les limites – de l'ouvrage apparaît dans sa volonté de lier une sociologie historique des institutions et une sociologie de l'action. Son principal intérêt réside finalement dans les très nombreux allers-retours effectués entre des éléments empiriques issus d'actions quotidiennes, telles les actions de la Stasi et les épreuves qui ont marqué les dissidents, et la manière dont les institutions politiques du régime socialiste tentent d'en limiter la teneur. Quand ces relations itératives de confirmation se dérèglent, même les plus consistantes des institutions peuvent être amenées à disparaître.

Thomas Angeletti

*Université de Cambridge
Fondation Maison des sciences de l'homme*

Trachman (Mathieu), *Le travail pornographique. Enquête sur la production de fantasmes.*

Paris, La Découverte (Genre et sexualité), 2013, 292 p., 22 €.

Si la pornographie fait l'objet d'une littérature abondante, principalement consacrée à ses supposées significations violentes ou à ses effets sur ses consommateurs, elle n'avait jamais été envisagée comme un *travail* présentant spécificités marquées mais aussi similarités avec d'autres activités professionnelles. C'est cet angle d'approche original qu'a choisi Mathieu Trachman dans cet ouvrage, tiré d'une thèse soutenue en 2011, et ce choix s'avère des plus judicieux. En banalisant l'objet pornographie (ici uniquement hétérosexuelle), en abordant le concret de la pratique de ses professionnels (acteurs et actrices, réalisateurs, producteurs, etc.) et en sollicitant pour l'analyser des outils

conceptuels issus de l'étude d'autres activités (artistiques et professionnelles), M. Trachman apporte une contribution majeure à la sociologie de la sexualité.

De ce point de vue, le premier chapitre, consacré à la définition légale, à partir de 1975, d'un type de films définis comme pornographiques et qui se voient imposer une fiscalité et des circuits de distribution spécifiques, n'est pas qu'un passage obligé. Il éclaire les modalités de constitution d'un groupe professionnel – au sens d'Andrew Abbott – revendiquant un espace d'intervention propre et des compétences spécialisées. D'initialement infâmant et « ghettoïsant », le classement X par le Centre national de la cinématographie devient progressivement la marque de définition d'un genre cinématographique à part entière, présentant des codes et des conventions distinctifs, et dont les producteurs se servent comme d'un argument de vente. Si ce genre, en regard de la production cinématographique artistique, est discrédité pour ses objectifs indignes – servir de support masturbatoire aux spectateurs –, il n'en fait pas moins de ses réalisateurs des « entrepreneurs en fantasmes » revendiquant des compétences sexuelles spécifiques. Celles-ci les habiliteraient à savoir ce qu'attendent les consommateurs de leurs films et les distingueraient, ce faisant, des « hétérosexuels ordinaires ». Produite par des hommes hétérosexuels pour des consommateurs se définissant également comme tels, la pornographie ouvre à une compréhension de la construction des normes hétérosexuelles masculines en ce qu'elle en définit les frontières, tant en regard de la sexualité féminine que de l'homosexualité masculine. S'inspirant d'Everett Hughes, M. Trachman définit les pornographes comme des « hétérosexuels professionnels », détenteurs d'un « savoir coupable » (puisque procédant d'une intrusion dans la sphère la plus intime) sur les fantasmes de leurs spectateurs, et la pornographie comme une « institution bâtarde » en ce qu'elle satisfait des besoins illégitimes (p. 77).

Le deuxième chapitre présente le monde (au sens d'Howard Becker) de la